

Le but de ces rencontres, c'est d'explorer l'activité du gouvernement québécois et du gouvernement fédéral dans ce domaine et, également, d'étudier le sens des mesures législatives adoptées par l'Assemblée nationale du Québec.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CANADA ET LE MARCHÉ COMMUN

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite des propos qu'a tenus hier l'ambassadeur du Canada en France voulant qu'il soit vital pour le Canada de savoir si des affinités pouvaient l'unir à une communauté européenne élargie et intégrée, le ministre peut-il nous dire si l'on a établi, pour cette question urgente, des plans prévoyant des discussions au sommet avec les membres de la Communauté économique européenne?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur, mais ce ne sont pas des plans. Ce sont des faits. Nous avons eu des pourparlers avec les membres de la Commission européenne. Nous sommes aujourd'hui en voie d'établir le genre de relations dont parle le député.

M. Macquarrie: Puis-je demander au ministre si sa confiance est limitée dans ce domaine. Nous pourrions nous retrouver seuls à moins de faire davantage.

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, nos relations avec la Communauté européenne sont très cordiales.

M. Baldwin: L'ennui c'est qu'elle ne le sait pas.

* * *

LES FINANCES

LES RESTRICTIONS ENVISAGÉES À L'ÉGARD DES ENTREPRISES D'APPARTENANCE ÉTRANGÈRE

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Comme le ministre des Finances a été absent de la Chambre cette semaine, puis-je adresser ma question à son secrétaire parlementaire et lui demander de la transmettre au ministre. Le ministre profitera-t-il de la première occasion qu'il aura à l'appel des motions pour dire à la Chambre dans quels secteurs de ses activités, le gouvernement imposera des restrictions aux entreprises d'investissements contrôlées par des intérêts étrangers?

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX—L'ANNONCE DE LA NOUVELLE POLITIQUE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. J'avais espéré la poser plus tôt. Le premier ministre a-t-il donné une indication aux provinces qu'il discuterait de nouveau avec elles des investissements étrangers et, dans l'affirmative, le fera-t-il avant la fin de l'année?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. Le communiqué précise que nous en avons discuté. Je leur ai dit que j'espérais avoir l'occasion de discuter de nouveau avec elles de l'ensemble de cette question.

M. Bell: Peut-on espérer que la politique globale concernant les investissements étrangers sera annoncée avant la fin de l'année?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LE PROJET AMÉRICAIN D'ACQUISITION DE L'ÉQUIPE DES CANADIENS

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national, puisqu'il est l'un des ministres les plus concernés par le problème des investissements étrangers au Canada. A-t-il connaissance d'articles, émanant de Montréal, indiquant que des groupes américains songent à acquérir l'équipe de hockey des Canadiens de Montréal, et est-il disposé à examiner ces articles?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, j'en ignorais l'existence jusqu'à ce que le député me pose la question. Je serais heureux de les examiner, dans la mesure où ils entrent dans le cadre de mes pouvoirs et de ma responsabilité.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA FERMETURE DE LA CHEMCELL LIMITED—POSSIBILITÉ D'ÉTABLIR DE NOUVELLES INDUSTRIES À MONTMAGNY

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Étant donné que l'honorable ministre est bien au courant du problème qui se pose présentement à Montmagny, à cause de la fermeture de l'usine Chemcell Ltée, pourrait-il dire à la Chambre si des projets sont ébauchés en vue d'établir de nouvelles industries dans cette région, afin de fournir du travail aux travailleurs qui seront très prochainement mis à pied?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je crois, monsieur le président, que j'aurai de très bonnes nouvelles à annoncer bientôt à l'honorable député.

* * *

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

PRÉTENDU «ÉLARGISSEMENT» DU SYSTÈME DES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

A la suite de la conférence des premiers ministres, hier, le premier ministre disait à la télévision que la province de Québec et le gouvernement fédéral s'étaient entendus sur une façon d'«élargir» la formule de péréquation, ce